

FORSEM

Forsem : qui sommes-nous et quels sont nos objectifs ?

Le Forum de Solidarité Euroméditerranéenne (**FORSEM**) est fondée par des militants associatifs et des universitaires solidaires des soulèvements populaires dont certains pays de la rive sud de la méditerranée sont le théâtre depuis fin 2010.

Des soulèvements qui ont conduit aux renversements des chefs d'État et de régimes que l'on croyait jusqu'alors inamovibles, à commencer par Benali (Tunisie), Moubarak (Égypte), Ali Abdullah Saleh (Yémen), Kadhafi (Libye). Depuis lors, un sentiment à la fois d'espoir, mais aussi d'inquiétude, habite les peuples de la rive sud de la Méditerranée.

Pour le Forsem, les dynamiques de changement à l'œuvre plus ou moins violentes dans ces pays depuis de nombreuses années affecteront inéluctablement d'autres pays de la rive africaine de la Méditerranée. Aucun appareil répressif n'est capable de contenir indéfiniment le mécontentement grandissant dans ces sociétés.

S'il est vrai que la mort tragique du jeune Tunisien, Bouazizi, le 17 décembre 2010 en a été l'élément déclencheur, les ingrédients d'une explosion dans les sociétés du Maghreb et du Mashreq sont présents depuis bien longtemps. Parmi les causes qui sont autant de traits communs à ces sociétés, favorisant le déclenchement de ces révoltes, on peut évoquer en deux mots :

- La persistance de l'autoritarisme qui est la raison de la longévité de ces régimes et nombreux sont les dirigeants tentés de transformer leur pouvoir sans partage durant des décennies en oligarchies familiales.
- Le verrouillage de l'espace de contestation par l'état d'urgence décrété depuis plusieurs décennies dans bon nombre de ces pays (Égypte en 1981 ; Syrie en 1963 ; Algérie en 1992...), aggravé par l'affaiblissement des cadres institutionnels d'expression politique et sociale.
- L'arbitraire et la *hogra* (mépris) de l'Administration ainsi que la corruption et la prédation *quasi* généralisées des richesses de ces pays couplée à une redistribution très inégalitaire des richesses.
- Enfin, l'érosion du nationalisme et la fin du « mythe du développement » ; d'où l'absence de toute perspective crédible en particulier pour les jeunes à l'écoute du monde grâce aux chaînes satellitaires et internet et qui aspirent à de vrais changements.

Face à l'inertie des dirigeants et aux minces espoirs d'un avenir meilleur, la seule espérance pour une grande partie de la jeunesse au Maghreb et au Mashreq est de disposer d'un passeport et d'un visa pour quitter au plus vite le pays. À défaut de ce

sésame, certains n'hésitent pas à tenter à leurs risques et périls une immigration clandestine.

Les changements en cours ne sont pas sans risque : ils peuvent s'ouvrir sur plusieurs évolutions et les gouvernements doivent relever un double défi pour que les pays concernés par ces révoltes s'engagent dans un vrai processus démocratique.

Le premier consiste à éviter que les logiques de continuité avec les régimes politiques en place ou anciens ne l'emportent sur les dynamiques de rupture libérées par les révoltes tant les risques de continuité ou d'un retour, au moins partiel, aux anciens régimes (Tunisie, Égypte, Libye...) sont réels.

Contrairement à ce que les apparences peuvent faire croire, les régimes policiers ne disparaîtront pas aussi facilement qu'on le croit. La tentation est sans doute grande au sein des conservateurs de tous bords de replâtrer des régimes moribonds et de détourner dangereusement des mouvements pacifiques de leur orientation démocratique.

Le second défi, et non des moindres, tient à la capacité des présents et futurs dirigeants d'associer la mouvance islamiste - tendance politique lourde dans ces sociétés - à la vie politique, tout en la combattant politiquement, sans compromettre le système démocratique et ses corollaires que sont l'alternance au pouvoir, le respect des libertés individuelles et collectives, l'égalité des sexes, le respect des minorités...

C'est bien là l'enjeu politique majeur des années à venir dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. Évidemment, l'Europe, et en particulier la France, ne peut en rester insensible.

Très attaché à l'espace méditerranéen, le Forsem est convaincu qu'il existe entre les rives africaines et européennes de la Méditerranée plus qu'une proximité géographique ; des liens humains, historiques, linguistiques et culturels, rapprochent en vérité les deux rives plus qu'elles ne les éloignent. Le Maroc est à 14 km et la Tunisie à 17 km de l'Europe et à 1500 km de l'Orient.

Parce que nous sommes persuadés que cette proximité méditerranéenne, si elle est politiquement mise en perspective, peut briser les peurs et les appréhensions qui empêchent les rapprochements, la construction de nouvelles solidarités et la mise en œuvre de projets communs, en particulier avec la France.

C'est la raison pour laquelle, les responsables, adhérents et sympathisants de Forsem, convaincus que "les hommes peuvent construire plus de ponts que de murs" pour paraphraser Newton, s'engagent à :

- développer des échanges culturels et scientifiques entre les deux rives de la Méditerranée ;
- promouvoir des projets de coopération décentralisée ;
- œuvrer pour le rapprochement entre les pays des deux rives de la Méditerranée et lutter contre les ignorances et les préjugés ;
- mettre en place des espaces de rencontre et de débat sur l'avenir de l'espace méditerranéen ;
- favoriser la réflexion collective et citoyenne sur l'évolution et l'avenir de la Méditerranée.

Parce que la Méditerranée n'est en rien réductible à une simple partie de l'Europe et qu'elle est au contraire bien le produit d'une construction historique, quand bien même elle est rejetée par les idéologies officielles et les élites dirigeantes et intellectuelles, le Forsem est très attaché à l'identité méditerranéenne dans toute la diversité de ce grand espace humain riche par son histoire, ses cultures et civilisations.

Les difficultés à revendiquer cette dimension de l'identité méditerranéenne tiennent aux guerres de colonisation et de décolonisation, à l'instrumentalisation politique de la période romaine par la science coloniale et la disparition assez tôt des dernières communautés chrétiennes au XII^e siècle.

La présence des confessions judaïque et chrétienne en Afrique du Nord est inhibée, alors que c'est bien là où se côtoient les trois religions monothéistes, le lieu de leurs communes origines comme de leurs notables différences et c'est aussi là où s'affrontent aujourd'hui les logiques de paix et de violence, un foyer de tensions multiples. Ce sont autant d'aspects qui donnent à la question méditerranéenne toute son actualité et sa centralité.

Ajoutons à cela, le fait qu'au lendemain des indépendances les idéologies nationalistes dans les pays de la rive sud se sont livrées à un bricolage idéologique sur l'identité par une mythologisation outrée de la personnalité arabo-islamique, ce qui rend encore plus difficile l'exploration et l'appropriation de la dimension méditerranéenne de la personnalité de certains pays de la rive africaine de la Méditerranée.

Parce qu'ils sont méditerranéens par toute sorte de proximité et que la Méditerranée est ouverte sur le monde que l'on pourra aider ces pays à sortir de l'enfermement dans le lequel ils s'en sont enfoncés depuis plusieurs siècles.

Membres du Comité scientifique :

Président: Zaher HARIR, ingénieur d'études en informatique :

- Frédéric ABÉCASSIS, historien, Maître de conférences à l'ENS de Lyon,
- Lahouari ADDI, politologue, professeur à l'IEP de Lyon,
- Tahar KHALFOUNE, docteur en droit, universitaire,
- Amar MOHAND-AMER, historien, chercheur au Crasc d'Oran.
- Daniel RIVET, historien, professeur émérite,
- Pierre Guichard, historien, professeur émérite

Publications :

- L'Algérie d'hier à aujourd'hui, quel bilan, Actes du colloque organisé par le Forsem à Lyon le 5 avril 2013, Éditions Bouchène, Saint-Denis, 2014.
- Les Assises de la soummam, soixante ans après quelles leçons ? Éditions El Ibriz, Alger, 2018.
- Sous dir. Tahar Khalfoune, Mélanges offerts en l'honneur de l'historien Gilbert Meynier, l'Harmattan, mai 2019.
- Sous dir. Tahar Khalfoune, L'autochtonie mise à mal par les États, Éditions En toutes lettres, Casablanca, 2020.